



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

établissements

Question au Gouvernement n° 63

Texte de la question

DÉLOCALISATION D'UN CENTRE D'APPELS DU STIF

M. le président. La parole est à M. Yves Albarello, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Yves Albarello. Monsieur le ministre du redressement productif, mois après mois, les statistiques du chômage en France se ressemblent (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*) et vont franchir probablement dans quelques mois le seuil des 10 % en France métropolitaine.

M. Jean Pierre Barbier. Que fait Hollande ?

M. Yves Albarello. Pour résumer votre pensée, nous devons tout faire pour conserver nos emplois en France et lutter de toutes nos forces pour éviter les délocalisations. Alors pourquoi laissez vous la première région de France, présidée par Jean Paul Huchon, socialiste, délocaliser un centre d'appels téléphoniques au Maroc ? Un député du groupe UMP. C'est scandaleux !

M. Yves Albarello. Des emplois sont en jeu puisque la perte de ce marché se traduira pour la Société Webhelp par une suppression nette de 80 emplois sur les plateformes de Saint-Avold en Moselle et de Fontenay-le-Comte en Vendée.

Monsieur le ministre, demandez à votre collègue Jean-Paul Huchon, président du Syndicat des transports d'Île-de-France (STIF) et président de la première région de France, de faire application de l'article 59 du code des marchés publics en vertu duquel, à tout moment, la procédure peut être déclarée sans suite pour des motifs d'intérêt général. Il en va, monsieur le ministre, de l'intérêt général !

M. Guy Geoffroy. Eh oui !

M. Yves Albarello. En appliquant cet article, le STIF peut encore revenir sur sa décision et relancer une procédure sur de nouvelles bases, purgée de tous ses vices.

Même si le Président de la République considère qu'il n'y a rien à faire, nous devons prendre des initiatives. C'est en ce sens que vous devez interpellier le président du STIF afin de faire triompher l'intérêt général. Le ferez-vous ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif.

M. Arnaud Montebourg, *ministre du redressement productif*. Monsieur le député, je partage, comme vous tous ici, votre état d'esprit : la mobilisation de l'ensemble du pays, de ses responsables où qu'ils se trouvent, et de tous les citoyens en faveur de l'emploi ne doit souffrir aucune exception car le pays traverse une passe difficile. Quant à l'appel d'offres que vous évoquez, géré par le syndicat des transports d'Île-de-France,...

M. Bruno Le Maire. C'est symbolique !

M. Marc Le Fur. Qui en est le président ?

M. Arnaud Montebourg, *ministre*. ...deux centres d'appels, l'un situé en Vendée à Fontenay-le-Comte, l'autre en Moselle à Saint-Avold, sont en effet menacés en raison de cette lutte permanente pour la baisse des prix, ce que l'on appelle le *low cost*, qui recherche le toujours moins cher sans jamais tenir compte des dégâts sur l'emploi, les outils industriels, les savoir-faire, la localisation sur le territoire national et européen.

Notre choix est en effet d'appeler chacun des responsables publics,...

M. Christian Jacob. Il n'y en a qu'un : c'est Jean-Paul Huchon !

M. Arnaud Montebourg, *ministre*. ...mais aussi les responsables de la commande publique ainsi que les grands groupes qui font appel à des sous-traitants privés, à faire en sorte de favoriser l'emploi national et l'industrie

nationale. C'est un choix de patriotisme économique.

J'ai donc, comme le Président de la République lui-même, exprimé le désir que ce marché public soit revu conformément aux règles, notamment à celle que vous citez d'ailleurs. Le Président de la République s'est exprimé publiquement en ce sens et m'a demandé instamment d'appeler le président du STIF (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*) pour que celui-ci révise ce marché. Je crois pouvoir vous dire que ce dernier, qui s'est exprimé de façon très claire, reprendra ce marché. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*) Je veux indiquer qu'il est de la responsabilité de chacun - les mots du Président de la République en appellent à cette responsabilité -, en particulier des décideurs publics, d'instaurer, dans la commande publique, des règles favorisant l'emploi sur le territoire national.

M. Christian Jacob. Quel recadrage !

M. Arnaud Montebourg, *ministre*. Si nous nous y attelons tous, nous avons des chances de réussir. Tel est le sens de nos interventions respectives. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Yves Albarello](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (7^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 63

Rubrique : Transports urbains

Ministère interrogé : Redressement productif

Ministère attributaire : Redressement productif

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [1er août 2012](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [1er août 2012](#)